

Le secteur du transport sanitaire



Analyse sur la période 2007-2013



**Etude réalisée pour le compte de la Fédération nationale
des transporteurs sanitaires**

Principaux contributeurs J. Begriche, A. Dessimond

Date de publication Juin 2015

1

DE NOMBREUX FACTEURS STRUCTURELS PORTEURS

Le chiffre d'affaires des spécialistes du transport sanitaire a augmenté de plus de 19% en valeur au cours de la période 2007-2014. L'activité du secteur a été soutenue par divers facteurs d'ordres sociodémographique (vieillessement de la population, intégration croissante des élèves handicapés à l'école, etc.), médical (augmentation du nombre de personnes atteintes d'une affection de longue durée) et réglementaire (restructuration de l'offre hospitalière, développement de l'hospitalisation à domicile et de la chirurgie ambulatoire, etc.). Par ailleurs, la profession a également bénéficié de relais de croissance dans des activités de diversification (transport de corps avant mise en bière, location et vente de matériel médical, ramassage scolaire, livraison de petits colis, etc.).

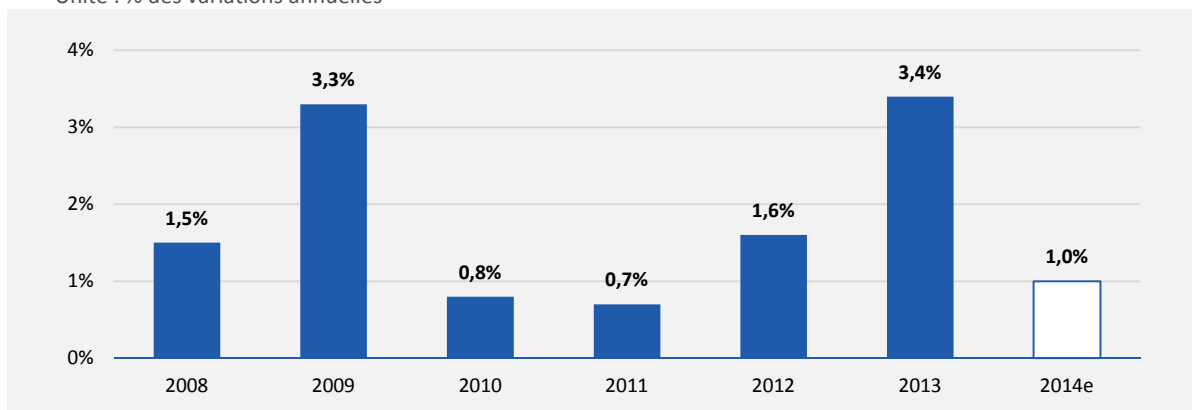
2

DES REVALORISATIONS TARIFAIRES PLUS LIMITEES

Les relèvements successifs des prix des transports en ambulance, véhicule sanitaire léger et/ou taxi conventionné ont également contribué à la croissance du chiffre d'affaires de la profession. Toutefois, les revalorisations tarifaires s'avèrent de plus en plus limitées, conséquence des mesures de restrictions des dépenses de santé mises en place par l'Etat au cours des dernières années. Destinée à assurer la pérennité du système d'assurance maladie, cette politique s'est notamment traduite par l'instauration d'une franchise médicale, des règles de prescription liées au transport de malades plus restrictives, un durcissement des conditions de prise en charge, etc.

■ Les prix des services de transports de malades

Unité : % des variations annuelles



Traitement et estimation Xerfi / Source : DREES-Comptes nationaux de la santé

3

DES CHARGES DIFFICILEMENT AJUSTABLES

Or, l'analyse du compte de résultat d'un panel élaboré par Xerfi (1) met clairement en évidence l'impact positif sur les principaux ratios de rentabilité des entreprises des revalorisations tarifaires significatives, comme lors des exercices 2009 et 2013. Les autres années, les hausses de prix n'ont pas permis de compenser la hausse des charges de la profession, dont :

- les autres achats et charges externes. Plusieurs postes sont en effet difficilement ajustables, à l'instar des loyers, des assurances, des frais d'entretien des véhicules, etc. ;
- les frais de personnel. D'une part, les salaires augmentent régulièrement (notamment pour faire face aux difficultés de recrutement de conducteurs d'ambulances). D'autre part, les effectifs n'ont pu être réduits alors que les besoins en transports de malades demeurent importants.

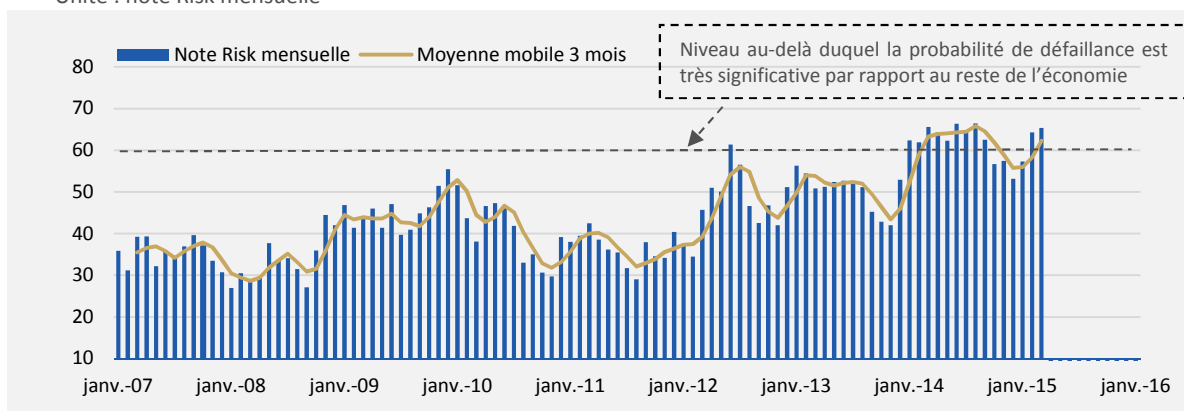
4

DEGRADATION DES PERFORMANCES DES ENTREPRISES

In fine, les performances d'exploitation des spécialistes des services d'ambulances se sont nettement dégradées sur moyenne période. Le taux d'excédent brut d'exploitation de l'échantillon Xerfi (1) s'est contracté de près de 3 points entre 2007 et 2014, pour tomber à 9,5% du chiffre d'affaires. L'instauration du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et le versement de contreparties financières dans le cadre des CAQCS (contrats d'amélioration de la qualité et de la coordination des soins) pour les entreprises opérant dans le transport en VSL ont toutefois contribué au relèvement de l'indicateur en 2013-2014.

La note Risk mensuelle du secteur du transport sanitaire (*)

Unité : note Risk mensuelle



(*) Note mesurée sur le code NAF 86.90A « Ambulances » / Traitement et source : Xerfi, dernières données mars 2015

(1) Panel composé de 1 399 entreprises de toutes tailles ayant déposé leurs comptes aux Greffes des Tribunaux de Commerce sur l'ensemble de la période 2007-2013.

5

UN NIVEAU ELEVE DE DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

Dans ce contexte de dégradation des résultats de la profession, et d'après notre outil **Xerfi Risk**, qui mesure et analyse le risque présent et futur des secteurs de l'économie française, la probabilité de défaillance des entreprises de transport sanitaire a sensiblement augmenté au cours des dernières années. L'indicateur a d'ailleurs franchi à plusieurs reprises, en 2014 et début 2015, le seuil des 60, à partir duquel le risque de défaut est considéré comme très significatif par rapport au reste de l'économie.

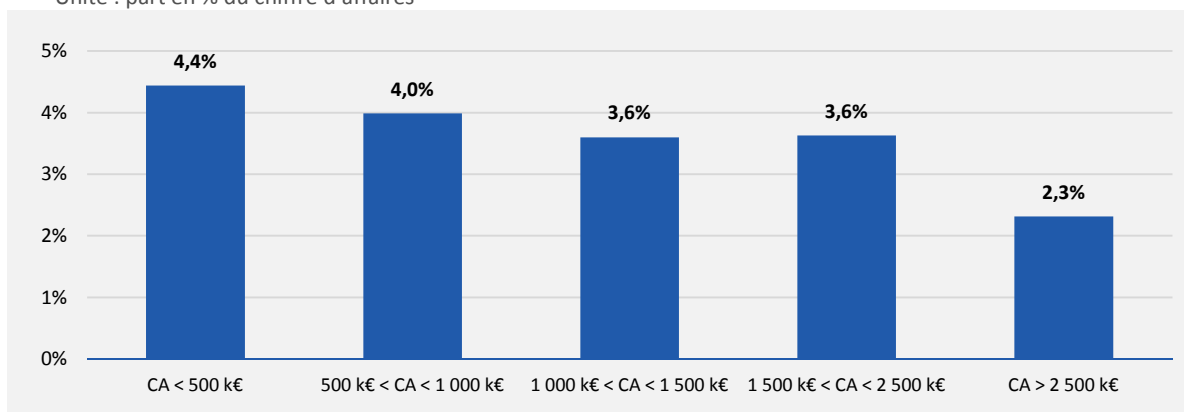
6

DES DISPARITES SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Toutefois, tous les opérateurs ne sont pas logés à la même enseigne. L'analyse financière menée sur 5 échantillons de sociétés de taille différente montre en effet que, prises dans leur globalité, les grandes entreprises (CA > 2 500 k€) sont « potentiellement » plus exposées à un risque de défaillance que les structures de taille plus modeste. D'une part, elles ont réalisé le plus faible taux de résultat net moyen entre 2007 et 2013 (près de deux fois inférieur à celui des sociétés réalisant un CA < 500 k€). D'autre part, elles sont les seules dont le taux d'endettement a progressé sur la période. Elles présentent par ailleurs la structure financière la plus détériorée parmi les panels étudiés. Une situation d'autant plus inquiétante qu'elles n'ont pas une politique d'investissement plus soutenue que les autres et qu'elles s'appuient davantage sur le crédit-bail pour la financer (dont les encours ne sont pas pris en compte dans le calcul du taux d'endettement).

■ Le taux de résultat net moyen par taille d'entreprises sur la période 2007-2013

Unité : part en % du chiffre d'affaires



Source : Xerfi, modèle Mapsis

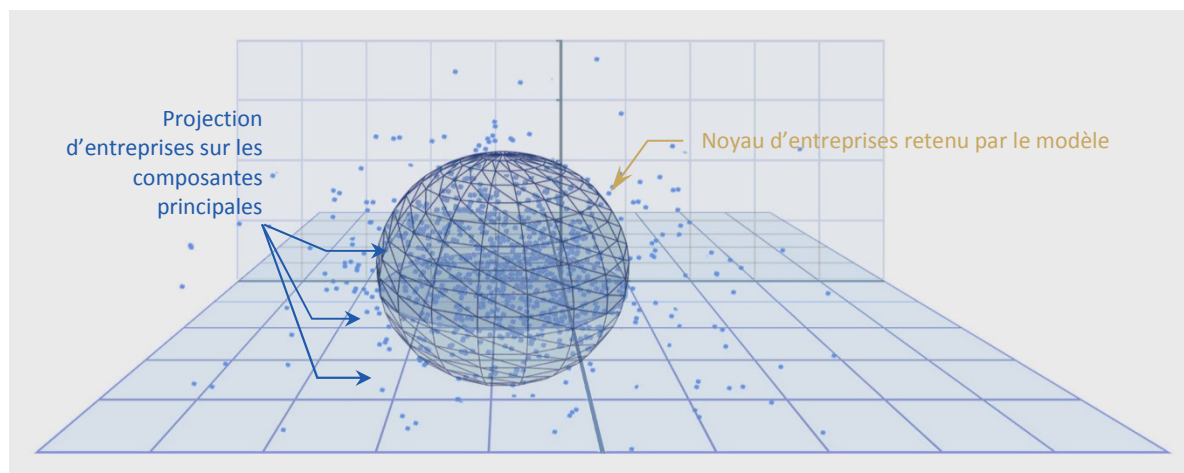
Le modèle Mapsis, un outil exclusif développé par Xerfi

Le modèle **Mapsis**, créé par **Xerfi**, est une analyse des comportements et des performances d'un ensemble de sociétés intervenant dans le secteur. Il permet d'étudier un bilan et un compte de résultats représentatifs du secteur, et de comprendre comment les opérateurs s'adaptent à l'évolution de la situation économique. Les entreprises retenues dans l'analyse sont celles ayant déposé leurs comptes sur l'ensemble de la période étudiée (2007-2013). La méthode exclut par construction les entités disparues ainsi que celles récemment créées.

Une sélection rigoureuse destinée à identifier les entreprises représentatives du secteur

Pour sélectionner les sociétés les plus pertinentes, **Xerfi** a développé des filtres statistiques qui comparent les données financières grâce à une succession d'analyses mathématiques en composantes principales. La projection des différentes entreprises sur les composantes principales permet de définir les noyaux d'entreprises ayant des caractéristiques similaires, et d'écarter les sociétés présentant des résultats atypiques (résultats exceptionnels excessifs, comportement de filiale avec des transferts de trésorerie, etc.). Les comportements observés sur les entités filtrées à l'issue de ce processus sont ceux qu'il est le plus probable d'observer chez un acteur du secteur.

Afin d'appréhender de façon plus fine la situation financière des entreprises du secteur, 5 panels d'entreprises de tailles différentes ont été créés. Par ailleurs, un panel d'ensemble constitué de la totalité des entreprises retenues dans les 5 sous-panels a été également analysé pour donner une vision de l'ensemble du secteur. Sur ce dernier, des estimations 2014 ont été réalisées pour certains ratios.



Source : Xerfi, modèle Mapsis

■ Les caractéristiques des panels d'entreprises retenus pour l'analyse

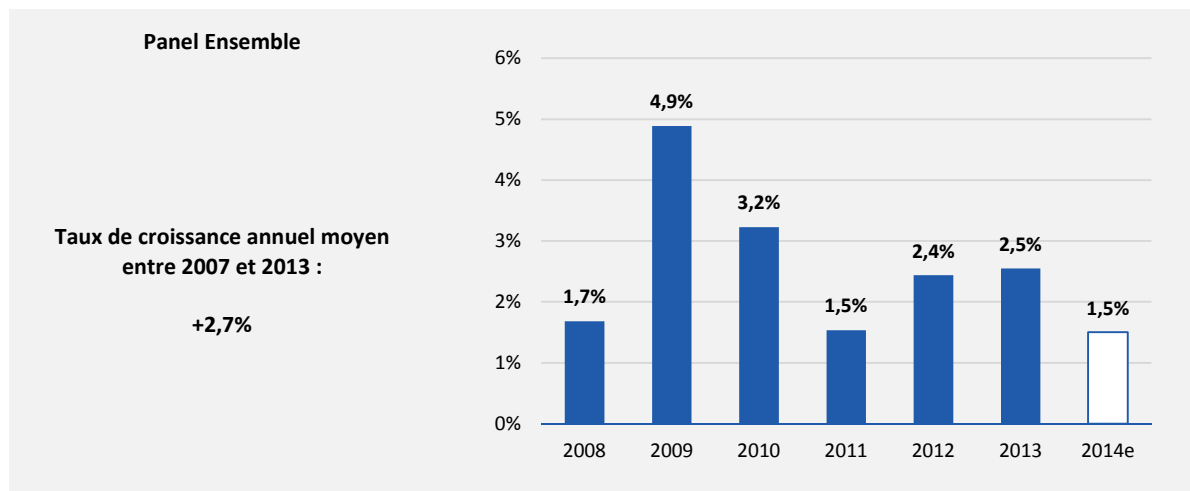
	Tranche de CA en 2013	Nombre d'entreprises	CA moyen 2013 (k€)	CA médian 2013 (k€)
Panel 1	CA < 500 k€	497	355	368
Panel 2	500 k€ < CA < 1 000 k€	570	722	716
Panel 3	1 000 k€ < CA < 1 500 k€	161	1 218	1 194
Panel 4	1 500 k€ < CA < 2 500 k€	134	1 838	1 796
Panel 5	CA > 2 500 k€	37	3 665	3 121
Panel Ensemble	-	1 399	631	599

Source : Xerfi, modèle Mapsis

La taille des opérateurs constitue un élément déterminant de leur la capacité à générer de la croissance. Le chiffre d'affaires des entreprises de petite taille a progressé moins rapidement que celui des structures de grande taille : respectivement +1,3% et +4,6% par an en moyenne au cours de la période 2007-2013 (sur la base d'échantillons constants de sociétés). Ces dernières bénéficient notamment de revenus supplémentaires récurrents liés à des contrats hospitaliers (appels d'offres).

■ Le chiffre d'affaires du panel Ensemble

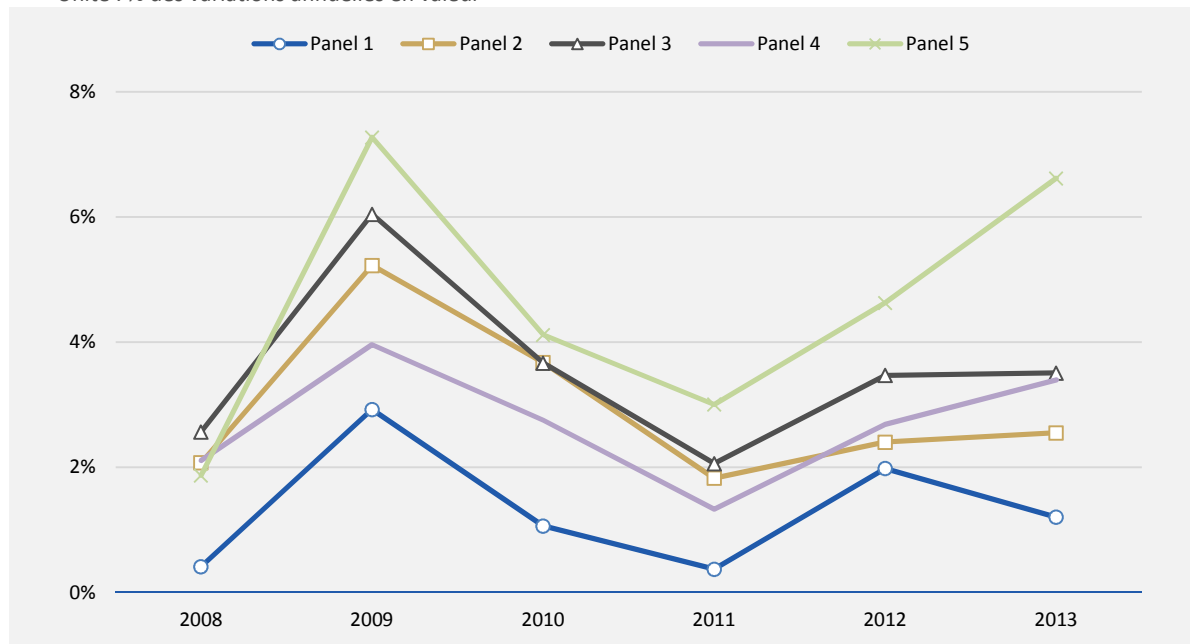
Unité : % des variations annuelles en valeur



Estimation Xerfi / Source : Xerfi, modèle Mapsis

■ Le chiffre d'affaires des 5 sous-panels

Unité : % des variations annuelles en valeur



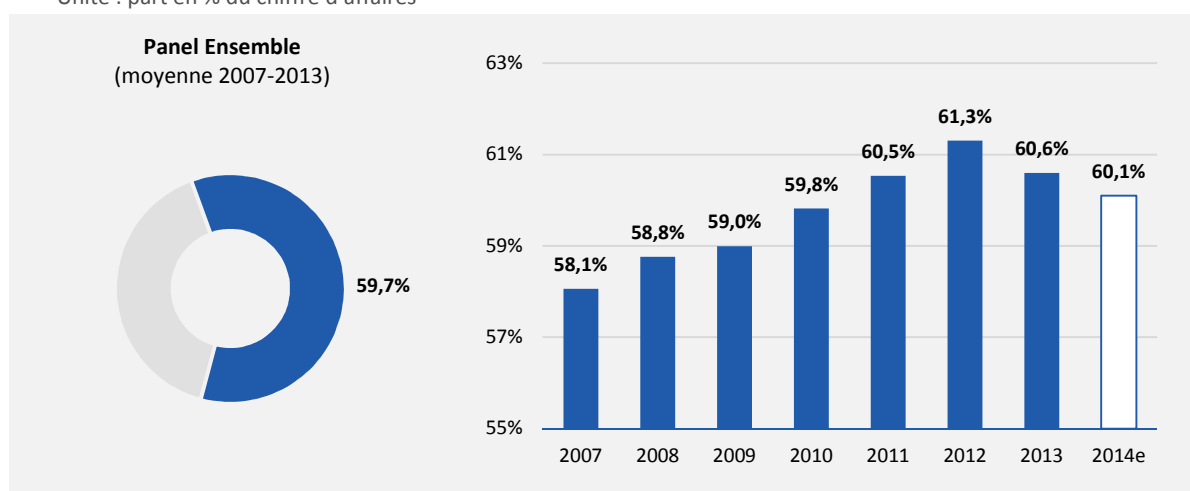
Source : Xerfi, modèle Mapsis

Le poids des frais de personnel (principal poste de charges de la profession) a sensiblement augmenté sur moyenne période. Les marges de manœuvre sur la masse salariale sont en effet relativement limitées, eu égard à la prédominance du personnel roulant au sein des effectifs (environ 85% en moyenne) et aux difficultés de recrutement de conducteurs d'ambulances.

L'introduction du CICE en 2013 a permis un repli de 0,7 point du ratio ci-dessous, alors que celui-ci aurait progressé de 0,3 point sans ce dispositif. Le renforcement du crédit d'impôt en 2014 (6% de la masse salariale vs 4% en 2013) s'est traduit par une nouvelle baisse du ratio au cours de l'exercice. A noter que le ratio est inversement proportionnel à la taille des entreprises : les grandes structures ont en effet la possibilité de mutualiser les fonctions support.

■ Le poids des frais de personnel du panel Ensemble (*)

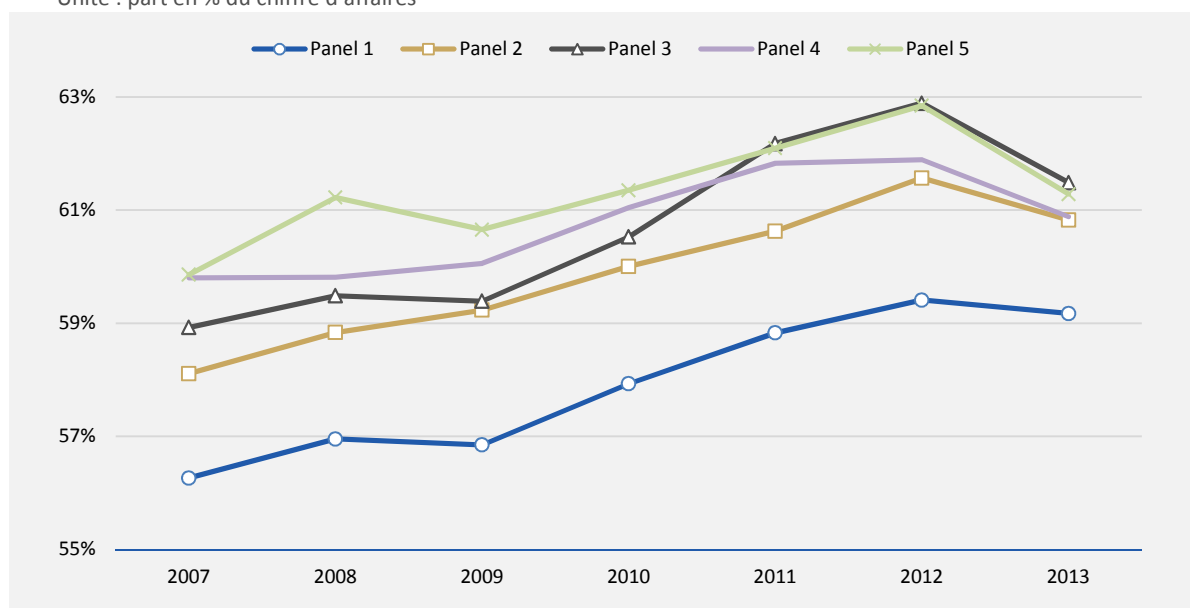
Unité : part en % du chiffre d'affaires



(*) Y compris crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) / Estimation Xerfi / Source : Xerfi, modèle Mapsis

■ Le poids des frais de personnel des 5 sous-panels (*)

Unité : part en % du chiffre d'affaires



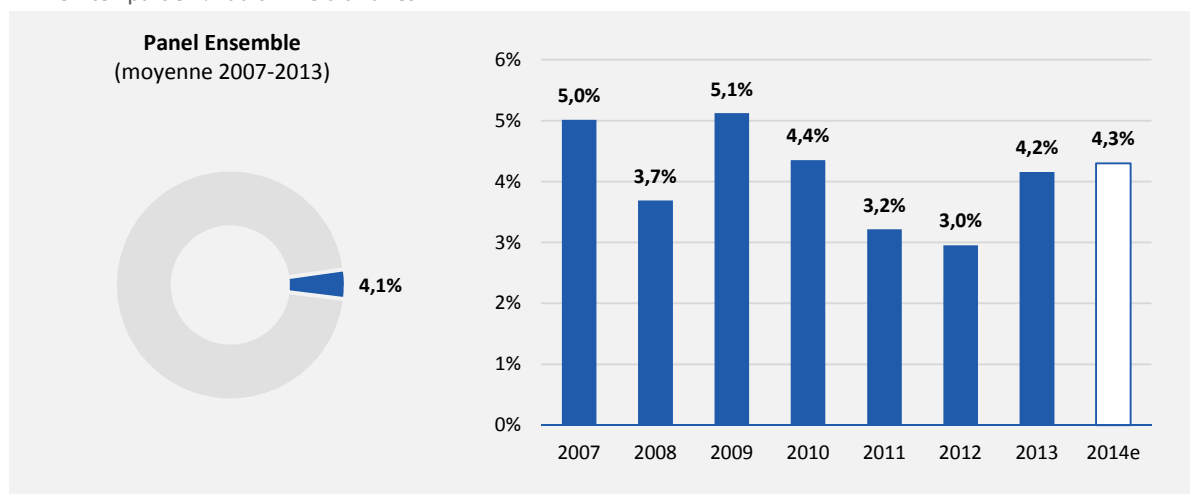
(*) Y compris crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) / Source : Xerfi, modèle Mapsis

Méthodologie : les frais de personnel sont calculés par agrégation des postes « salaires et traitements », « charges sociales » et « participation des salariés ».

L'évolution du taux de résultat net est sensiblement identique à celle du taux d'excédent brut d'exploitation, en raison de l'absence de produits significatifs réalisés en dehors de l'exploitation (produits financiers et exceptionnels). Certes, le ratio « résultat net / chiffre d'affaires » de l'échantillon global des entreprises du secteur s'est contracté sur moyenne période. Toutefois, la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a apporté un peu d'oxygène à la profession en 2013-2014, contribuant largement au relèvement de l'indicateur.

■ Le taux de résultat net du panel Ensemble

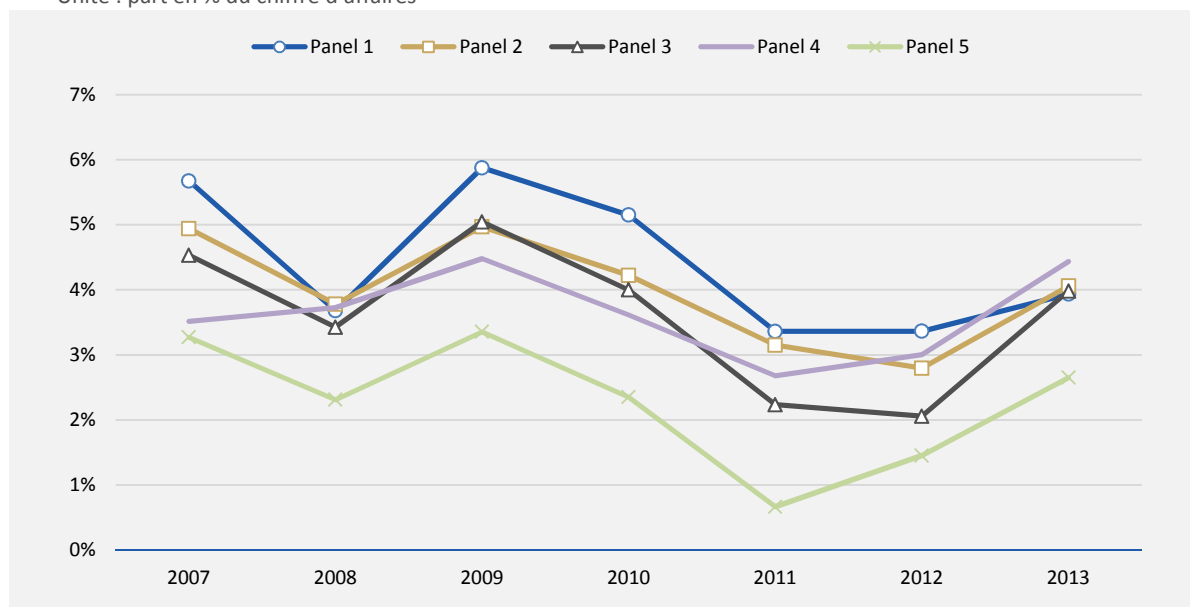
Unité : part en % du chiffre d'affaires



Estimation Xerfi / Source : Xerfi, modèle Mapsis

■ Le taux de résultat net des 5 sous-panels

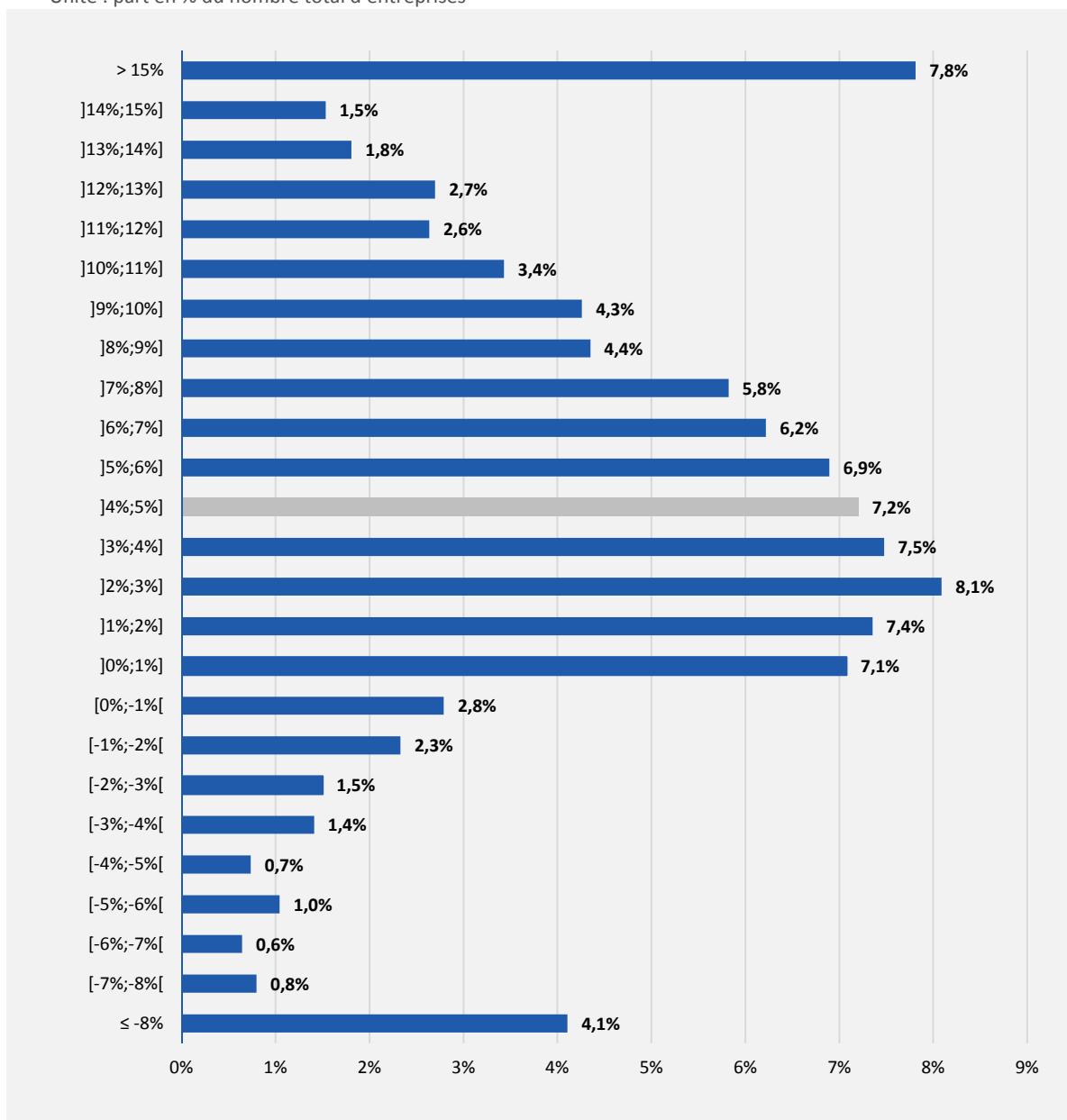
Unité : part en % du chiffre d'affaires



Source : Xerfi, modèle Mapsis

■ La répartition des entreprises du secteur par tranche de taux de résultat net en 2013

Unité : part en % du nombre total d'entreprises



Lecture : 7,1% des entreprises ont réalisé un taux de résultat net strictement supérieur à 0% et inférieur ou égal à 1%

En grisé, la classe moyenne (moyenne égale à 4,7%) et médiane (médiane égale à 4,7%)

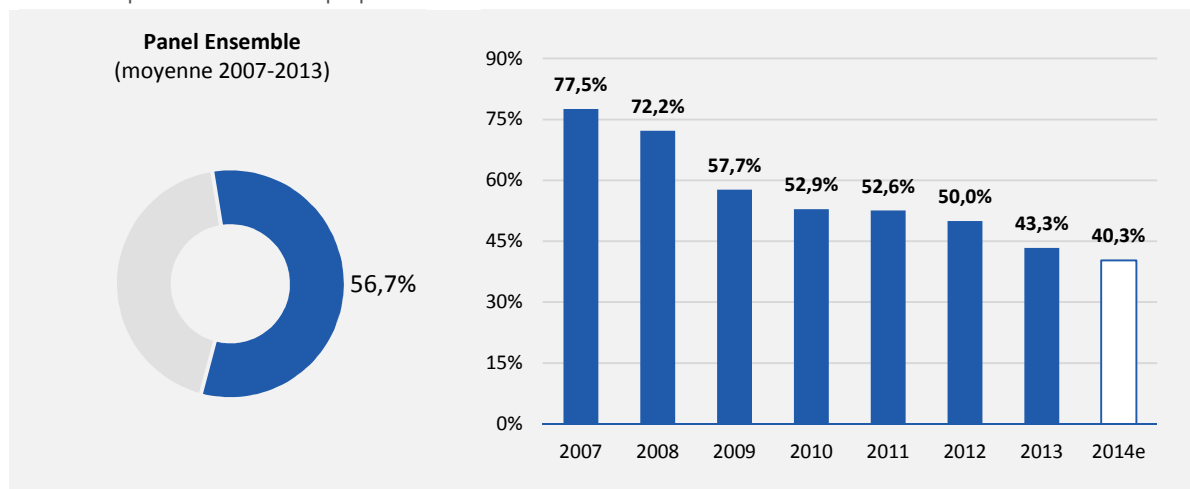
Source : Xerfi, d'après Greffes des Tribunaux de Commerce, données 2013

Méthodologie : en complément de l'analyse dynamique des performances des entreprises du secteur, Xerfi a dressé une photo du secteur sur la base du taux de résultat net en 2013. Celle-ci repose sur une méthodologie différente : ont été retenues toutes les entreprises du secteur ayant déposé leurs comptes aux Greffes des Tribunaux de Commerce en 2013. Au total, 3 264 sociétés ont été sélectionnées (contre 1 399 dans le modèle Mapsis). Au-delà du plus grand nombre de sociétés analysées, cette méthodologie permet de donner une vision plus fidèle de la réalité (notamment sur les niveaux des différents ratios) que le modèle Mapsis qui ne retient que des entreprises pérennes sur une période donnée et dont les performances sont généralement supérieures à celle du secteur dans son ensemble.

Le taux d'endettement des entreprises du panel Ensemble s'est replié de 37,2 points en 7 ans, pour tomber à 40,3% des fonds propres en 2014. Cette évolution s'explique en partie par la structure de notre échantillon qui est composé de sociétés pérennes dont la capacité à se désendetter et à réinjecter une part de leurs bénéfices dans leurs fonds propres est plus importante. Elle s'observe pour chacun des panels, à l'exception de celui des sociétés réalisant plus de 2 500 k€ de chiffre d'affaires annuel (+1,0 point entre 2007 et 2013). Celles-ci affichent le taux d'endettement le plus élevé de la profession. Une situation inquiétante puisqu'elles ne pratiquent pas une politique d'investissement plus soutenue que les autres acteurs et qu'elles recourent davantage au crédit-bail pour la financer (encours non pris en compte dans le calcul du taux d'endettement).

Le taux d'endettement du panel Ensemble

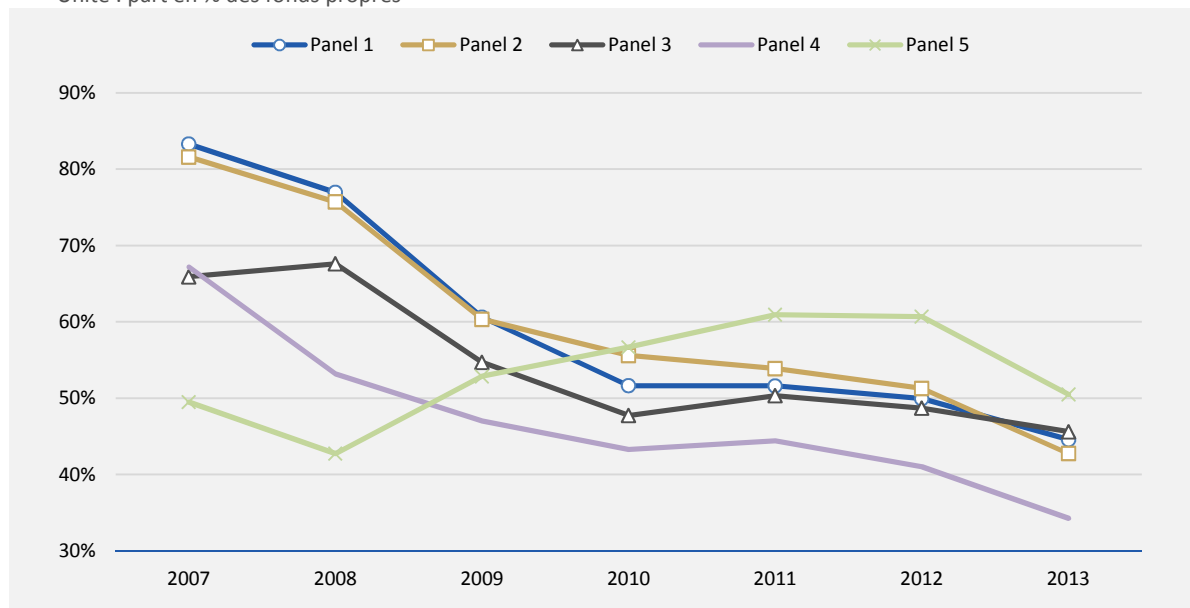
Unité : part en % des fonds propres



Estimation Xerfi / Source : Xerfi, modèle Mapsis

Le taux d'endettement des 5 sous-panels

Unité : part en % des fonds propres

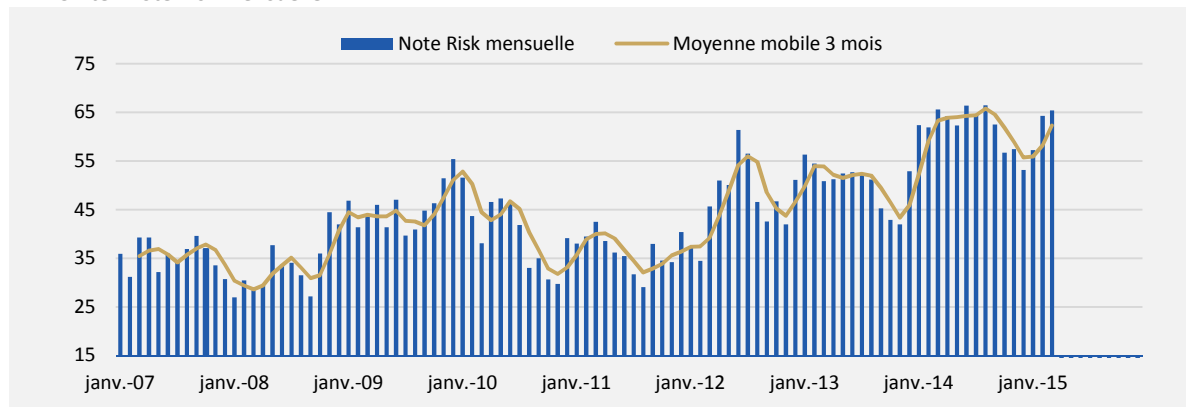


Source : Xerfi, modèle Mapsis

Méthodologie : contrairement au retraitement effectué dans le compte de résultat, Xerfi n'a pas réintégré le crédit-bail dans le taux d'endettement des entreprises.

■ La note Risk mensuelle du secteur du transport sanitaire (*)

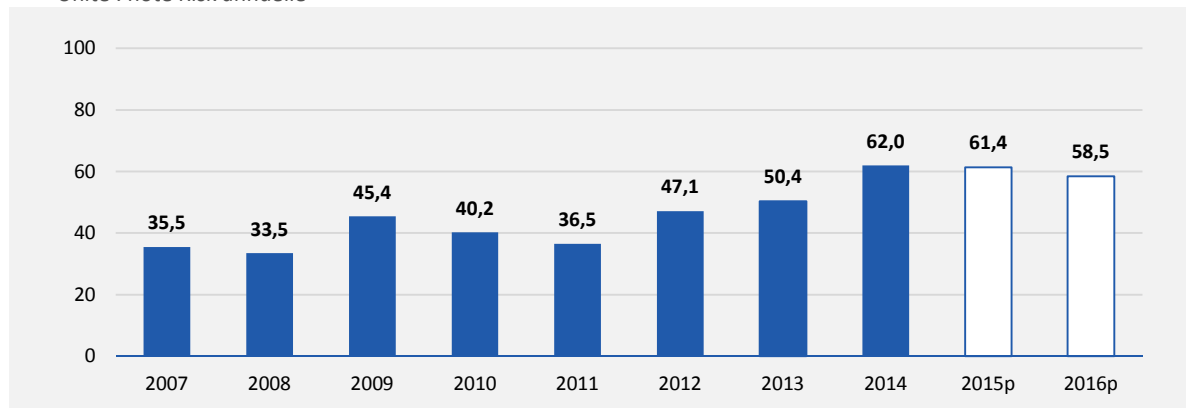
Unité : note Risk mensuelle



(*) Note mesurée sur le code NAF 86.90A « Ambulances »
 Traitement et source : Xerfi, dernières données disponibles mars 2015

■ La note Risk annuelle du secteur du transport sanitaire (*)

Unité : note Risk annuelle



(*) Note mesurée sur le code NAF 86.90A « Ambulances »
 Traitement, prévisions et source : Xerfi

Méthodologie : l'indicateur Xerfi Risk synthétise l'analyse de Xerfi sur chaque secteur en restituant une note correspondant à une probabilité de défaillance. Cette probabilité correspond au rapport entre le nombre d'entreprises défaillantes et le nombre d'entreprises totales du secteur. Ce rapport est converti en une note de risque selon une échelle identique pour tous les secteurs.

- Une note comprise entre 0 et 20 signifie que les entreprises du secteur ont une probabilité de défaillance quasi nulle.
- Une note comprise entre 21 et 40 signifie que la probabilité de défaut reste acceptable.
- Une note comprise entre 41 et 60 signifie que la probabilité de défaut est moyenne.
- Une note comprise entre 61 et 80 signifie que la probabilité de défaut est très significative par rapport au reste de l'économie.
- Une note comprise entre 81 et 100 signifie que la probabilité de défaillance se situe à un niveau très alarmant.

Xerfi Risk mesure le risque de défaillance de toutes les entreprises réalisant plus de 0,3 M€ de chiffre d'affaires. Les défaillances historiques des secteurs sont des données extraites du bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC). Elles sont analysées et retraitées afin d'obtenir une statistique des défaillances d'entreprises corrigée des variations saisonnières.

Une entreprise défaillante est une entreprise qui passe d'un statut juridique sain à une situation de redressement ou de liquidation avec procédure judiciaire. Une entreprise qui se place en situation de cessation d'activité n'est pas considérée comme défaillante. De même, une entreprise qui se place en liquidation judiciaire alors qu'elle était déjà en redressement judiciaire n'est pas considérée comme une nouvelle défaillance (elle n'est comptabilisée comme défaillante qu'une fois, au moment de son passage en redressement judiciaire).